



PrairiesCan

2024-2025

**États financiers
(non audités)**

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2025





Cette publication présente les États financiers (non audités) de 2024-2025 pour l'exercice terminé le 31 mars, 2025.

This document is also available in English under the title: "2024-2025 Financial Statements (non audited) for the year ended March 31, 2025."

Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission du Développement économique Canada pour les Prairies.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec :

Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan)
1500-9700 ave Jasper
Edmonton AB T5J 4H7
Courriel : WD.contactus-contactez-nous.DEO@prairiescan.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies, 2025.
ISSN : 2818-7784

Développement économique Canada pour les Prairies

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2025 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement du Canada, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de PrairiesCan. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de PrairiesCan concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de PrairiesCan soient au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à déterminer les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

PrairiesCan peut faire l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilise les résultats de ces audits pour adhérer à la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor.

Entretemps, PrairiesCan a entrepris une auto-évaluation du système de CIRF pour l'exercice terminé le 31 mars 2025, conformément à la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor, et les résultats sont résumés dans l'annexe.

Les états financiers de PrairiesCan n'ont pas fait l'objet d'un audit.



Diane Gray, présidente
Edmonton, Canada

September 8, 2025

Cheema,
Sundeep

Sundeep Cheema, dirigeant principal des finances

Digitally signed by: Cheema, Sundeep
DN: CN = Cheema, Sundeep C = CA
O = GC OU = WD-DEO
Date: 2025.09.02 09:29:28 -07'00'

Date

Date

Développement économique Canada pour les Prairies

État de la situation financière (*non audité*)

au 31 mars

(en dollars)

	2025	2024
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	110 163 203	\$ 140 396 946
Indemnités de vacances et congés compensatoires	2 282 496	2 246 670
Avantages sociaux futurs (note 5)	747 965	591 891
Total des passifs bruts	113 193 664	143 235 507
Total des passifs nets	113 193 664	143 235 507
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	110 081 701	140 329 449
Débiteurs et avances (note 6)	165 127	3 890 108
Prêts (note 7)	310 012 601	361 209 122
Total des actifs financiers bruts	420 259 429	505 428 679
Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement		
Débiteurs et avances (note 6)	(84 846)	(3 822 825)
Prêts (note 7)	(310 012 601)	(361 209 122)
Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement	(310 097 447)	(365 031 947)
Total des actifs financiers nets	110 161 982	140 396 732
Dettes nettes ministérielles	3 031 682	2 838 775
Actifs non financiers		
Dépenses prépayées	75 002	45 686
Immobilisations corporelles (note 8)	1 160 812	1 441 637
Total des actifs non financiers	1 235 814	1 487 323
Situation financière nette ministérielle	(1 795 868)	\$ (1 351 452) \$

Obligations contractuelles (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.



Diane Gray, présidente
Edmonton, Canada

September 8, 2025

Date

Cheema, Sundeeep

Digitally signed by: Cheema, Sundeeep
DN: CN = Cheema, Sundeeep C = CA O = GC
OU = WD-DEO
Date: 2025.09.02 09:29:38 -07'00'

Sundeeep Cheema, dirigeant principal des finances

Date

Développement économique Canada pour les Prairies

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	2025 Résultats prévus	2025	2024
Charges			
Innovation	109 361 914 \$	130 099 710 \$	89 098 499 \$
Initiatives communautaires	52 890 994	128 465 491	142 804 584
Croissance des entreprises	45 854 402	59 463 700	31 973 839
Services aux entreprises	32 316 756	33 064 072	33 171 915
Services internes	18 222 173	17 498 336	19 972 508
Charges engagées pour le compte du gouvernement	50 224 181	(42 068 257)	(12 532 957)
Total des charges	308 870 420	326 523 052	304 488 388
Revenus			
Amortissement d'escompte	12 775 236	19 404 411	6 207 750
Services offerts à d'autres ministères	3 800 000	2 326 504	4 083 683
Intérêt	1 414 118	2 024 928	783 001
Autre	78 884	60 465	13 355
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(18 067 831)	(23 816 308)	(11 087 789)
Total des revenus	407	0	0
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	308 870 013	326 523 052	304 488 388
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement		350 657 215	366 991 957
Variations des montants à recevoir du Trésor		(30 247 748)	(68 223 538)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 12)		5 646 034	5 667 284
Éléments d'actifs et de passifs transférés entre ministères (note 13)		23 135	12 451
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts		444 416	40 234
Situation financière nette ministérielle - début de l'exercice		(1 351 452)	(1 311 218)
Situation financière nette ministérielle - fin de l'exercice		(1 795 868) \$	(1 351 452) \$

Information sectorielle (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Développement économique Canada pour les Prairies

État de la variation de la dette nette ministérielle (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	2025		2024	
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	444 416	\$	40 234	\$
Variation due aux immobilisations corporelles				
Amortissement des immobilisations corporelles	(280 825)		(280 825)	
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	(280 825)		(280 825)	
Changement attribuable aux dépenses prépayées	29 316		(17 219)	
Augmentation (diminution) nette de la dette nette ministérielle	192 907		(257 810)	
Dette nette ministérielle - début de l'exercice	2 838 775		3 096 585	
Dette nette ministérielle - fin de l'exercice	3 031 682	\$	2 838 775	\$

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Développement économique Canada pour les Prairies

État des flux de trésorerie (*non audité*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

	<u>2025</u>		<u>2024</u>
Activités de fonctionnement			
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	326 523 052	\$	304 488 388
			\$
Éléments n'affectant pas l'encaisse :			
Amortissement des immobilisations corporelles	(280 825)		(280 825)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 12)	(5 646 034)		(5 667 284)
Variations de l'état de la situation financière :			
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	12 998		(199 041)
Hausse (baisse) des dépenses prépayées	29 316		(17 219)
Diminution (augmentation) des créditeurs et charges à payer	30 233 743		68 399 214
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(35 826)		249 840
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	(156 074)		31 335
Transfert de biens d'autres ministères (note 13)	(23 135)		(12 451)
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	<u>350 657 215</u>		<u>366 991 957</u>
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	<u>350 657 215</u>	\$	<u>366 991 957</u>
			\$

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

1. Mandat et objectifs

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a été fondé en 1987 afin de promouvoir la croissance et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien. En août 2021, le nom commercial de DEO a été remplacé par Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan). PrairiesCan promeut la croissance économique et la diversification de l'économie des provinces des Prairies (Alberta, Saskatchewan et Manitoba). De plus, PrairiesCan fait valoir les intérêts de cette région lors de l'élaboration et de la mise en œuvre d'orientations, de programmes et d'opérations dans le cadre de la politique économique nationale. La ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés est la ministre responsable de PrairiesCan.

PrairiesCan a pour mandat, en vertu de la *Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien*, de développer et de diversifier l'économie des Prairies et de promouvoir les intérêts de l'Ouest canadien en matière de politique économique nationale et d'élaboration et de mise en œuvre de programmes et de projets. Ce vaste mandat permet au Ministère de mettre en œuvre un large éventail d'initiatives dans les Prairies et de faire des investissements stratégiques pour tirer parti des avantages concurrentiels régionaux. PrairiesCan contribue également aux priorités du gouvernement du Canada et aux engagements de la lettre de mandat ministérielle.

PrairiesCan s'appuie sur les fondements créés par DEO. Depuis 2011, le Ministère a rejoint près de 1 000 collectivités, plus de 6 300 organismes à but lucratif et plus de 3 900 organismes à but non lucratif et a soutenu 302 000 emplois.

Cette approche centrée sur les Prairies permet au Ministère de favoriser de solides partenariats avec les entreprises et les organisations communautaires, les établissements de recherche et d'enseignement, les peuples autochtones et les gouvernements provinciaux et municipaux. Ces liens aident PrairiesCan à refléter les perspectives des Prairies dans le processus décisionnel national.

PrairiesCan renforce ses quatre rôles pour aider les entreprises et les collectivités du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta. Ces quatre rôles sont les suivants :

- Investisseur : créer des emplois et une croissance grâce à des investissements stratégiques et à des initiatives ciblées
- Rassembleur : établir des liens entre les acteurs économiques pour soutenir la collaboration et la croissance
- Conseiller : éclairer la prise de décisions économiques et défendre les intérêts économiques des Prairies
- Éclaireur : aider les gens à s'y retrouver dans les programmes et services économiques fédéraux

Nous sommes fiers de pouvoir aider les résidents des Prairies à croître, à se transformer et à réussir à long terme.

PrairiesCan promeut la croissance et la diversification de l'économie des Prairies (Manitoba, Saskatchewan et Alberta), soit en favorisant l'innovation, en améliorant la compétitivité des entreprises, en encourageant l'adoption de technologies propres et en favorisant une croissance inclusive.

La responsabilité principale du ministère est assortie de trois résultats ministériels :

1. les entreprises se développent dans les Prairies;
2. les collectivités se développent sur le plan économique dans les Prairies;
3. les entreprises commercialisent des technologies et les adoptent dans les Prairies.

La responsabilité principale du ministère, « Développement économique dans les Prairies », contribue principalement au domaine « Prospérité » du Cadre de qualité de vie pour le Canada et, plus précisément, aux quatre indicateurs suivants :

1. Produit intérieur brut (PIB) par habitant;
2. Emploi;
3. Productivité;
4. Croissance des entreprises.

Cette responsabilité contribue également, dans une moindre mesure, au domaine « Environnement », ainsi qu'aux sous-domaines transversaux « Équité et inclusion » et « Durabilité et résilience », grâce à des investissements en faveur de l'économie propre et de la croissance économique inclusive.

Les programmes suivants contribuent à l'atteinte du résultat stratégique de PrairiesCan :

- **Innovation** : Les entreprises des Prairies sont novatrices.
- **Croissance des entreprises** : Les entreprises des Prairies sont compétitives et elles exportent leurs produits et services.
- **Services aux entreprises** : Les entreprises des Prairies ont accès à des services de consultation et à du capital.
- **Initiatives communautaires** : Le développement économique dans les Prairies est soutenu.
- **Services internes** : Un soutien efficace et performant favorisant l'obtention du résultat stratégique du Ministère.

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers sont préparés conformément aux politiques comptables du Ministère énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des politiques comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

(a) Autorisations parlementaires

PrairiesCan est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à PrairiesCan ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires.

La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectifs intégrés au Plan ministériel 2024-2025. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le Plan ministériel 2024-2025.

(b) Encaisse nette fournie par le gouvernement

PrairiesCan fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par le Ministère est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par PrairiesCan sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement.

(c) Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du Ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que PrairiesCan a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

(d) Revenus

Les revenus incluent les revenus provenant de sources non fiscales. Ils comprennent les opérations avec contrepartie dans le cadre desquelles des biens ou des services sont fournis à titre onéreux et il y a obligation de prestation, et les opérations sans contrepartie dans le cadre desquelles il n'y a pas d'obligation de prestation d'un bien ou d'un service. Ces opérations peuvent être récurrentes ou non récurrentes. Les opérations récurrentes sont considérées comme des activités courantes et continues faisant partie du cours normal des opérations et peuvent être utilisées pour indiquer si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles soient à nouveau générées au cours des années à venir.

Les revenus sont constatés pendant la période au cours de laquelle survient l'événement qui a donné lieu aux revenus.

Les revenus qui ne peuvent être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de PrairiesCan. Bien que l'on s'attende à ce que l'administratrice générale du Ministère maintienne le contrôle comptable, elle n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité. Les revenus gagnés pour le compte du gouvernement peuvent provenir de la vente de services et de bénéfices réalisés sur la vente de biens. Ils sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

(e) Charges

Les paiements de transfert sont passés en charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité.

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les services juridiques et les indemnités des employés sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur valeur comptable.

(f) Avantages sociaux futurs

- I. Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique (*Loi sur la pension de la fonction publique*), un régime de retraite multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de PrairiesCan au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Ministère découlant du régime. La responsabilité du Ministère relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.
- II. Indemnités de départ : L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés admissibles. L'obligation restante pour les employés qui n'ont tiré aucune indemnité est calculée à l'aide de l'information tirée des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

(g) Instruments financiers

Un contrat qui crée un instrument financier engendre, lors de sa conclusion, des droits ou obligations d'obtenir ou de fournir des avantages économiques. Les actifs et les passifs financiers rendent compte de ces droits et obligations dans les états financiers. PrairiesCan comptabilise un instrument financier lorsqu'il devient parti à un contrat qui fait intervenir des instruments financiers.

Les instruments financiers comprennent les débiteurs et prêts en cours, ainsi que les comptes créditeurs et les charges à payer.

Tous les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au coût ou au coût amorti. Tous les coûts des opérations associés sont ajoutés à la valeur comptable lors de la comptabilisation initiale. Pour les instruments financiers évalués au coût amorti, la méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour déterminer les produits ou charges d'intérêts.

Consulter la note 11 Gestion du risque pour de plus amples renseignements sur les risques liés aux instruments financiers de PrairiesCan.

Les débiteurs et les prêts sont initialement comptabilisés au coût et, lorsqu'il est jugé nécessaire, sont ajustés pour refléter leurs conditions avantageuses. Les conditions avantageuses comprennent les cas où les prêts sont consentis à long terme, à faible taux d'intérêt ou sans intérêts, ou comprennent des clauses d'annulation. Les contributions remboursables sans condition sont comptabilisées comme des prêts. Lorsque nécessaire, une provision pour moins-value est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable des débiteurs et des prêts à des montants qui correspondent approximativement à leur valeur de recouvrement nette. Les prêts sont ensuite évalués au coût amorti.

(h) Actifs non financiers

Les coûts d'acquisition de terrains, de bâtiments, de matériel et d'autres immobilisations sont capitalisés comme immobilisations corporelles et, à l'exception des terrains, sont amortis aux charges au cours de la durée de vie utile estimative des biens, tel que décrit à la note 8. Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les biens immeubles situés sur les réserves, telles que définies par la *Loi sur les Indiens*; des œuvres d'art, des collections de musées et les terres publiques auxquelles il est impossible d'attribuer un coût d'acquisition; et des actifs incorporels.

(i) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant la provision pour garanties, sont une obligation potentielle qui peut devenir une obligation réelle advenant la réalisation ou non d'un ou de plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, une provision est comptabilisée et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

En ce qui concerne les garanties, une provision est comptabilisée lorsqu'il est déterminé qu'une perte est probable, et le montant de la provision est estimé en tenant compte de la nature de la garantie, de l'historique des pertes et des conditions existantes. La provision est révisée de façon continue, et les variations dans le montant de la provision sont passées en charges au cours de l'exercice où elles sont connues.

(j) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels advenant la réalisation ou non d'un ou de plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes afférentes aux états financiers.

(k) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances et l'expérience historique et la conjoncture économique générale et rendent compte de la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les provisions pour créances douteuses, le passif au titre d'avantages sociaux futurs, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et l'escompte non amorti lié aux contributions remboursables sans condition.

Les résultats réels peuvent différer de manière significative de ceux estimés. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

(l) Opérations entre entités apparentées

Les opérations entre entités apparentées, autres que les opérations interentités, sont comptabilisées à la valeur d'échange.

Les opérations interentités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évaluées à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit :

- i. Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
- ii. Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers ministériels à la valeur comptable.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

3. Autorisations parlementaires

PrairiesCan reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de PrairiesCan pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

(a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisées

	2025	2024
	(en dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	326 523 052 \$	304 488 388 \$
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations		
Amortissement des immobilisations corporelles	(280 825)	(280 825)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(5 646 034)	(5 667 284)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et de congés compensatoires	(35 826)	249 840
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	(156 074)	31 335
Diminution (augmentation) des charges à payer non imputées aux autorisations	1 783 167	5 917 875
Remboursement de charges des exercices antérieurs	2 342 882	1 962 029
Services offerts à d'autres ministères	(2 326 504)	(4 083 683)
Autres	522 177	601 134
Total des éléments qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations	(3 797 037)	(1 269 579)
Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	39 907 266	74 395 472
Hausse des avances aux employés	31 551	10 472
Hausse (baisse) des dépenses prépayées	29 316	(17 219)
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement, mais ayant une incidence sur les autorisations	39 968 133	74 388 725
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	362 694 148 \$	377 607 534 \$

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(b) Autorisations fournies et utilisées

	2025		2024	
	(en dollars)			
Autorisations fournies :				
Crédit 1 - Dépenses de fonctionnement	47 866 086	\$	49 320 994	\$
Crédit 5 - Paiements de transfert	312 630 900		374 975 943	
Montants législatifs	5 171 002		5 456 533	
Moins :				
Périmés : Fonctionnement	(2 395 369)		(4 615 913)	
Périmés : Paiements de transfert	(578 471)		(47 530 023)	
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	362 694 148	\$	377 607 534	\$

4. Crédoeurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoeurs et des charges à payer de PrairiesCan :

	2025		2024	
	(en dollars)			
Créditeurs - autres ministères et organismes	795 868	\$	1 063 496	\$
Créditeurs - parties externes	101 412 330		135 608 551	
Total des crédoeurs	102 208 198		136 672 047	
Charges à payer	7 955 005		3 724 899	
Total des crédoeurs et des charges à payer	110 163 203	\$	140 396 946	\$

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

5. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés de PrairiesCan participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services ouvrant droit à pension multipliée par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées en fonction de l'inflation.

Tant les employés que PrairiesCan versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au Plan d'action économique 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime en date du 1^{er} janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des charges de 2024-2025 s'élève à 3 312 273 \$ (3 230 814 \$ en 2023-2024). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,02 fois (1,02 fois en 2023-2024) les cotisations des employés et, pour les membres du groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois en 2023-2024) les cotisations des employés.

La responsabilité de PrairiesCan relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

b) Indemnités de départ

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employés de PrairiesCan étaient basées sur l'admissibilité de l'employé, les années de service et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a progressivement cessé pour la quasi-totalité des employés. Les employés assujettis à ces changements ont eu la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Au 31 mars 2018, pratiquement tous les paiements avaient été effectués. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et, par conséquent, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

Les changements dans les obligations durant l'année sont les suivantes :

	2025		2024	
	(en dollars)			
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice	591 891	\$	623 226	\$
Charge pour l'exercice	274 835		4 159	
Prestations versées pendant l'exercice	(118 761)		(35 494)	
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	747 965	\$	591 891	\$

6. Débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des soldes des débiteurs et des avances de PrairiesCan :

	2025		2024	
	(en dollars)			
Débiteurs - autres ministères et organismes	30 996	\$	44 146	\$
Débiteurs - parties externes	88 062		3 822 611	
Avances aux employés	50 506		23 351	
Sous-total	169 564		3 890 108	
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes	(4 437)		0	
Débiteurs bruts	165 127		3 890 108	
Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	(84 846)		(3 822 825)	
Débiteurs nets	80 281	\$	67 283	\$

Des avances aux employés totalisant 23 135 \$ ont été transférées d'autres ministères à PrairiesCan durant l'exercice 2024-2025 (12 451 \$ en 2023-2024). Consulter la note 13 pour obtenir de plus amples détails.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

Le tableau suivant présente une analyse chronologique des débiteurs de parties externes et des provisions pour moins-value associées utilisées pour refléter leur valeur recouvrable nette.

	2025	2024
	(en dollars)	
Comptes débiteurs provenant de parties externes		
Pas en souffrance	2 028 \$	3 688 491 \$
Nombre de jours en souffrance		
1 à 30	85 866	133 952
Plus de 365	168	168
Total	88 062 \$	3 822 611 \$

7. Prêts

Le tableau suivant présente les détails des soldes des prêts et des contributions remboursables sans condition de PrairiesCan :

	2025	2024
	(en dollars)	
Prêts		
Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	637 536 599 \$	673 875 531 \$
Intérêt couru - Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	4 019 434	2 326 043
Moins : Escompte non amorti	(34 306 078)	(53 710 489)
Sous-total	607 249 955	622 491 085
 Paiements de transfert recouvrables	 5 303 955	 3 156 913
Sous-total	612 553 910	625 647 998
Moins : Provision pour irrécouvrabilité	(302 541 309)	(264 438 876)
Prêts bruts	310 012 601	361 209 122
 Prêts en cours détenus pour le compte du gouvernement	 (310 012 601)	 (361 209 122)
Prêts nets	0 \$	0 \$

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

Contributions remboursables sans condition

Les contributions remboursables sans condition correspondent à 2 828 prêts non productifs d'intérêt émis entre les années 2010 et 2025, et comportant des modalités de remboursement prescrites. Les prêts sont consignés à leur valeur actualisée nette tenant compte du taux d'intérêt du marché au moment de l'octroi du prêt. Une provision de 294 668 114 \$ (260 205 491 \$ en 2023-2024) a été constatée.

En ce qui concerne l'intérêt facturé sur les paiements de transfert à remboursement sans condition, une provision de 2 704 515 \$ (1 350 437 \$ en 2023-2024) a été constatée.

Paievements de transfert recouvrables

Les paiements de transfert recouvrables se rapportent aux paiements effectués à des parties extérieures qui sont remboursables selon les conditions spécifiées dans l'accord de contribution qui a été conclu. Une allocation de 5 168 680 \$ (2 882 948 \$ en 2023-2024) a été enregistrée.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Machines et matériel	10 ans
Logiciels informatiques	7 ans
Améliorations locatives	Durée de vie de l'amélioration ou durée du bail, la plus courte de ces périodes étant retenue

Catégorie d'immobilisations	Coût				Solde de clôture	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Ajustements	Aliénations et radiations		
Machines et matériel	141 580 \$	0 \$	0 \$	0 \$	141 580 \$	
Logiciels informatiques	3 771 607	0	0	0	3 771 607	
Améliorations locatives	29 720	0	0	0	29 720	
Total	3 942 907 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 942 907 \$	

Amortissement cumulé					Solde de clôture	
Solde d'ouverture	Amortissement	Ajustements	Aliénations et radiations			
78 002 \$	9 732 \$	0 \$	0 \$	0 \$	87 734 \$	
2 393 548	271 093	0	0	0	2 664 641	
29 720	0	0	0	0	29 720	
2 501 270 \$	280 825 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 782 095 \$	

Valeur comptable nette	
2025	2024
53 846 \$	63 578 \$
1 106 966	1 378 059
0	0
1 160 812 \$	1 441 637 \$

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de PrairiesCan peuvent donner lieu à des obligations et à des contrats pluriannuels de grande envergure en vertu desquels le Ministère sera tenu d'effectuer des paiements pour mettre en œuvre ses programmes de paiements de transfert ou pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2026	2027	2028	2029	2030 et ultérieurs	Total
	(en dollars)					
Paiements de transfert						
Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	56 394 849 \$	21 534 791 \$	9 515 340 \$	4 817 540 \$	13 105 010 \$	105 367 530 \$
Programme de développement des collectivités	17 667 868	0	0	0	0	17 667 868
Programme de croissance par l'innovation régionale (connu sous le nom de croissance économique régionale par l'innovation)	116 591 648	40 063 408	3 311 325	7 540	0	159 973 921
L'Initiative pour les femmes entrepreneurs	2 925 000	0	0	0	0	2 925 000
Total	193 579 365 \$	61 598 199 \$	12 826 665 \$	4 825 080 \$	13 105 010 \$	285 934 319 \$

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

10. Revenus

Voici les principaux types de revenus de PrairiesCan : amortissement de l'escompte, services fournis à d'autres ministères, intérêt, autre et revenus gagnés pour le compte du gouvernement. L'amortissement de l'escompte, les intérêts, les autres frais et droits et les revenus divers sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Les services fournis à d'autres ministères et les gains sur l'aliénation des actifs non immobilisés sont comptabilisés lorsque les obligations de rendement sont satisfaites.

(a) Revenus désagrégés

	2025	2024
	(en dollars)	
Revenus		
Amortissement de l'escompte (sans contrepartie)	19 404 411 \$	6 207 750 \$
Services fournis à d'autres ministères (avec contrepartie)	2 326 504	4 083 683
Intérêt (sans contrepartie)	2 024 928	783 001
Autre		
Autres taxes et redevances (avec contrepartie et sans contrepartie)	60 450	13 355
Divers (sans contrepartie)	15	0
Total (autre)	60 465	13 355
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement (avec contrepartie et sans contrepartie)	(23 816 308)	(11 087 789)
Total des revenus	0 \$	0 \$

11. Gestion du risque

PrairiesCan est exposé aux risques suivants en raison de son utilisation d'instruments financiers : risque de crédit, risque de marché et risque de liquidité.

(a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque qu'une contrepartie manque à ses obligations contractuelles, entraînant une perte financière.

L'exposition maximale de PrairiesCan au risque de crédit au 31 mars 2025 et au 31 mars 2024 correspond à la valeur comptable de ses actifs financiers.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

PrairiesCan a déterminé qu'il n'y a pas de concentration importante de risque de crédit lié aux débiteurs de parties externes. Une analyse de l'ancienneté de ces actifs financiers et des provisions pour moins-value associées utilisées afin de refléter ces comptes à leur valeur recouvrable nette est présentée à la note 6.

PrairiesCan assume intentionnellement le risque de contrepartie lié à certains prêts en cours à des conditions avantageuses afin de soutenir divers objectifs stratégiques. Des provisions pour moins-value sont appliquées en conséquence pour refléter ces comptes à leur valeur recouvrable nette, comme l'explique la note 7.

(b) Risque de marché

Il s'agit du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque lié au marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix.

i) Risque de change

Il s'agit du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du taux de change.

PrairiesCan a déterminé qu'il n'y a pas de concentration importante du risque de change lié aux instruments financiers libellés en devises étrangères.

ii) Risque de taux d'intérêt

Il s'agit du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Les contributions à remboursement non conditionnel de PrairiesCan et les paiements de transfert recouvrables sont des instruments ne portant pas intérêt. Bien que la juste valeur de ces instruments financiers soit touchée par les variations des taux d'intérêt du marché, il n'y a aucune incidence sur les états financiers de PrairiesCan puisque ces éléments sont évalués au coût ou au coût amorti.

(c) Risque de liquidité

Il s'agit du risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers.

Comme le financement des passifs financiers de PrairiesCan provient du Trésor public, son exposition au risque de liquidité est atténuée entièrement.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

12. Opérations entre entités apparentées

En vertu du principe de propriété commune, PrairiesCan est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les apparentés incluent, entre autres, les personnes faisant partie des principaux dirigeants ou un membre de la famille proche de ces personnes et entités contrôlées en tout ou en partie par un membre des principaux dirigeants ou un membre de la proche famille de ces personnes.

PrairiesCan conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

(a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, PrairiesCan a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux installations et aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services gratuits ont été constatés à la valeur comptable comme suit dans l'État des résultats et de la situation financière nette de PrairiesCan :

	2025		2024	
	(en dollars)			
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	3 498 282	\$	3 524 694	\$
Installations	2 147 752		2 142 590	
Total	5 646 034	\$	5 667 284	\$

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficience et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Services publics et Approvisionnement Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, n'est pas inclus dans l'État des résultats et de la situation financière nette de PrairiesCan.

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(b) Administration de programmes pour le compte d'autres ministères

En vertu de lettres d'entente interministérielles distinctes signées avec le ministère des Services aux Autochtones Canada (SAC) le 22 septembre 2022 et le 8 octobre 2024, PrairiesCan administre l'Initiative de partenariats stratégiques pour les collectivités autochtones afin de participer au développement de l'énergie propre. Pendant l'année, PrairiesCan a engagé des dépenses de 977 917 \$ (752 450 \$ en 2023-2024) pour l'initiative sur l'énergie propre. Ces dépenses sont reflétées dans les états financiers de SAC, et ne sont pas enregistrées dans les présents états financiers.

En vertu de lettres d'accord interministérielles distinctes signées avec le SAC le 28 avril 2023 et avec le ministère des Ressources naturelles du Canada (RNCAN) le 28 juin 2024, PrairiesCan dirige l'Initiative sur les partenariats stratégiques visant à appuyer les communautés autochtones à participer au développement de l'exploitation des minéraux critiques. Au cours de l'exercice, PrairiesCan a engagé des dépenses de 1 633 833 \$ (1 693 383 \$ en 2023-2024) pour l'initiative de partenariats sur les minéraux critiques. Ces dépenses sont citées dans les états financiers de SAC et de RNCAN et ne sont pas comptabilisées dans les présents états financiers.

	2025		2024	
	(en dollars)			
Initiative sur les partenariats stratégiques	2 611 750	\$	2 445 833	\$
Total	2 611 750	\$	2 445 833	\$

(c) Autres opérations avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux

	2025		2024	
	(en dollars)			
Débiteurs	30 996	\$	44 146	\$
Créditeurs	795 868		1 063 496	
Charges	401 568		1 384 685	
Revenus	2 326 504		4 083 683	

Les dépenses et les revenus inscrits à la section (c) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section (a).

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (*non audités*)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

13. Transferts en provenance et à destination d'autres ministères

	2025	2024
	(en dollars)	
Actif :		
Débiteurs et avances (note 6)		
Transféré de Ressources naturelles Canada	(13 383) \$	0 \$
Transferts de l'Agence des services frontaliers du Canada	(11 133)	(462)
Transféré de Justice Canada	(1 255)	0
Transféré d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada	(716)	140
Transféré à Environnement et Changement climatique Canada	4	(3 262)
Transféré à l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	82	0
Transféré à Services publics et Approvisionnement Canada	3 266	0
Transféré de Services aux Autochtones Canada	0	(6 258)
Transféré de la Régie de l'énergie du Canada	0	(700)
Transféré de la Chambre des communes du Canada	0	(690)
Transféré d'Emploi et Développement social Canada	0	(524)
Transferts de Sécurité publique Canada	0	(503)
Transferts de Service correctionnel Canada	0	(210)
Transferts à Agriculture et Agroalimentaire Canada	0	18
Ajustement à la situation financière nette ministérielle	(23 135) \$	(12 451) \$

Développement économique Canada pour les Prairies

Notes aux états financiers (non audités)

Pour l'exercice terminé le 31 mars

(en dollars)

14. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur la responsabilité essentielle de PrairiesCan. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2 « Sommaire des principales conventions comptables ». Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés pour les principales responsabilités essentielles, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

	Innovation	Initiatives communautaires	Croissance des entreprises	Services aux entreprises	Services internes	2025 Total	2024 Total
Paielements de transfert							
Organismes sans but lucratif	108 796 573	\$ 41 743 799	\$ 17 283 983	\$ 23 815 770	\$ 0	\$ 191 640 125	\$ 179 579 729
Autres paliers de gouvernement au Canada	0	43 041 160	322 278	0	0	43 363 438	28 669 596
Industrie	0	34 738 469	532 582	0	0	35 271 051	48 848 093
Respect des conditions associées aux paiements de transfert	0	(2 099 265)	0	0	0	(2 099 265)	(1 938 198)
Total - Paiements de transfert	108 796 573	117 424 163	18 138 843	23 815 770	0	268 175 349	255 159 220
Charges de fonctionnement							
Salaires et avantages sociaux des employés	13 821 381	7 438 460	8 323 432	6 561 642	12 719 127	48 864 042	47 380 576
Dépense pour mauvaises créances	6 390 782	3 179 718	32 490 745	7 012	0	42 068 257	2 727 184
Services professionnels et spécialisés	131 631	14 271	57 623	2 302 815	1 687 419	4 193 759	5 459 360
Installations	596 216	345 573	345 574	292 953	567 436	2 147 752	2 142 590
Information	21 090	3 971	1 341	15 659	806 291	848 352	906 156
Location	13 788	8 796	29 932	8 075	770 181	830 772	845 584
Transport et communication	317 686	48 802	73 374	55 380	299 854	795 096	908 966
Acquisition de machines et matériel	2 521	737	1 655	3 384	313 037	321 334	998 485
Amortissement des immobilisations corporelles	0	0	0	0	280 825	280 825	280 825
Services publics, fournitures et approvisionnement	7 142	997	1 181	1 382	58 449	69 151	95 395
Autres	900	3	0	0	2 048	2 951	2 677
Réparations et entretien	0	0	0	0	(6 331)	(6 331)	114 327
Charges engagées pour le compte du gouvernement	(6 390 782)	(3 179 718)	(32 490 745)	(7 012)	0	(42 068 257)	(12 532 957)
Total - Charges de fonctionnement	14 912 355	7 861 610	8 834 112	9 241 290	17 498 336	58 347 703	49 329 168
Total - Charges	123 708 928	125 285 773	26 972 955	33 057 060	17 498 336	326 523 052	304 488 388
Revenus							
Amortissement d'escompte	7 482 363	4 967 919	6 954 129	0	0	19 404 411	6 207 750
Services offerts à d'autres ministères	0	0	0	0	2 326 504	2 326 504	4 083 683
Intérêt	654 122	1 248 124	122 682	0	0	2 024 928	783 001
Autres	420	59 790	255	0	0	60 465	13 355
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(8 136 905)	(6 275 833)	(7 077 066)	0	(2 326 504)	(23 816 308)	(11 087 789)
Total - Revenus	0	0	0	0	0	0	0
Coût net des activités poursuivies	123 708 928	125 285 773	26 972 955	33 057 060	17 498 336	326 523 052	304 488 388



Résumé de l'évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne des rapports financiers et plan d'action de Développement économique Canada pour les Prairies pour l'exercice 2024–2025 (non audité)

Annexe à la Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers (non auditée)

1. Introduction

Afin de maintenir l'efficacité du système de contrôle interne, Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan) évalue chaque année ses mécanismes de contrôle financier pour s'assurer :

- que les ententes financières ou les contrats sont conclus seulement si le financement est adéquat;
- que le paiement des biens et des services est effectué uniquement après réception des biens et services commandés ou que les conditions des contrats ou autres ententes ont été remplies;
- que les paiements ont été autorisés comme il se doit.

PrairiesCan exploitera les résultats des exercices d'auto-évaluation prévus en plus des audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général. Vous trouverez ci-dessous le sommaire des résultats de l'auto-évaluation effectuée durant l'exercice 2024–2025.

2. Résultats de l'évaluation pour l'exercice 2024–2025

Dans l'ensemble, les contrôles relatifs au paiement des biens et services et à l'autorisation de paiement fonctionnaient bien et servaient de fondement adéquat au système de contrôle interne du ministère.

Au cours de l'exercice, aucune modification significative des contrôles clés n'a nécessité une réévaluation.

Le ministère a effectué un contrôle continu comme suit :

- Exécuté comme prévu, et les mesures correctives sont entamées – Administration de la paie, Gouvernance de la gestion financière et Voyages.
- Les plans d'action seront achevés d'ici le 31 décembre 2025.

3. Plan d'évaluation

PrairiesCan continuera de surveiller le rendement de son système de contrôle interne, se concentrant sur les contrôles de base liés aux transactions financières. Le Ministère s'occupera d'apporter les mesures correctives proposées.